

Participation enracinée

Heritage Contact Zone:
un soutien aux nouvelles
politiques du patrimoine



Le patrimoine est devenu un mot-clé de plus en plus visible - et politique - dans les politiques culturelles à travers le monde, et en particulier dans l'UE, où l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 (AEPC) a permis de riches échanges entre experts, institutions et groupes de parties prenantes. L'Année a permis de bien comprendre les points de convergence et de divergence entre les différents acteurs du patrimoine culturel. Son héritage devrait se construire sur les idées au fondement de la définition par le Conseil de l'Union européenne du patrimoine culturel «dans toute sa diversité et ses formes –matériel et immatériel, immobilier et mobilier, numérique et d'une valeur intrinsèque [...]». Telle est la tâche du premier groupe d'experts de la Commission dans le domaine de la culture, le Groupe d'experts sur le patrimoine culturel, créé en octobre 2019.

Faisant partie des 25 projets financés dans le cadre de l'appel spécial de l'AEPC, le projet Heritage Contact Zone a mis en œuvre des activités à travers l'Europe et produit des résultats qui conduisent ses partenaires aux réflexions politiques et à l'appel suivants:

Dans de nombreux pays et régions, le secteur du patrimoine est profondément lié à l'industrie du tourisme, une source de revenus souvent vitale pour les économies locales. Le lien contesté entre patrimoine, développement urbain, régénération, préservation et tourisme doit être soigneusement réexaminé dans le but d'assurer la durabilité des communautés d'accueil, de leurs pratiques culturelles et de leur environnement. Le manque d'implication des communautés dans la gestion du tourisme, ainsi que dans la régénération urbaine et patrimoniale, en particulier dans les zones rurales, peut entraîner l'appauvrissement de la diversité culturelle, le déplacement des communautés, la gentrification et l'érosion

de l'authenticité locale.

La Convention de 2005 du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (plus connue sous le nom de Convention de Faro) a contribué à formuler nombre des aspects les plus positifs - et socialement progressistes - des politiques en matière de patrimoine culturel qui ont émergé au cours de la dernière décennie. On peut saluer l'accent mis sur le fait que nous choisissons d'appartenir à des communautés patrimoniales - plutôt que d'y être assigné à la naissance en raison de l'appartenance ethnique, de la langue, de la classe, etc. Le plan d'action 2018-2019 de la Convention de Faro définit en outre ces communautés patrimoniales comme: «Des groupes d'individus auto-organisés et autogérés qui s'intéressent à la transformation sociale progressive des relations entre les peuples, les lieux et les histoires, avec une approche inclusive basée sur une définition améliorée du patrimoine» (COE 2018: 23). Cela éloigne le patrimoine de toute volonté d'appropriation en faveur de politiques identitaires et contribue plutôt à la construction de sociétés civiles plus inclusives et ouvertes.

Par conséquent, nous souhaiterions que soit reconnue plus fortement au patrimoine culturel une valeur qui dépasse la dimension des biens matériels: c'est-à-dire le patrimoine en tant qu'espace d'engagement, de réflexion et de réinvention des récits et des histoires controversés des communautés. Les communautés, l'engagement des citoyens, la co-construction et la participation sont des éléments essentiels qui doivent être au cœur de toute intervention en matière de patrimoine. La participation informée des communautés

contribue à favoriser l'appropriation et garantit des réponses adéquates aux

réalités et aux besoins locaux. La promotion de la diversité des interventions, en particulier des rencontres interculturelles, contribue au bien-être des citoyens dans leur ensemble.

«Nous devons renforcer les méthodologies participatives, la médiation interculturelle et les nouveaux cadres d'évaluation pour mesurer l'impact social et l'engagement.»

Les décideurs et ceux qui mettent en œuvre les politiques culturelles doivent accorder une plus grande attention aux infrastructures immatérielles et à la participation, plutôt qu'aux approches traditionnelles donnant la priorité aux infrastructures matérielles.

Le moment est venu de prendre en compte la participation communautaire pour co-concevoir et gérer ces processus au cœur du nouveau programme Europe Créative, d'Horizon Europe, du programme Droits et valeurs, du Fonds européen de développement régional et de cohésion, du Fonds européen agricole

pour le développement rural et du programme LIFE pour l'environnement, et de l'action pour le climat, notamment en vue d'intégrer l'action climatique dans le CFP post-2020 qui a été proposé.

Perspectives

Travailler sur le patrimoine et la mémoire, en particulier la mémoire controversée, nécessite des approches uniques pour chaque situation. Les études de cas sur lesquelles nous avons travaillé ont permis de tirer des conclusions générales, des réflexions méthodologiques et politiques. Nous nous sommes concentrés sur certaines communautés et domaines thématiques spécifiques et nous nous rendons compte que nous n'avons pas abordé d'autres défis urgents et ponctuels. Le principe d'intersectionnalité était au centre de notre approche et de notre réflexion, ce qui a permis de traiter des intersections uniques de divers axes tels que le sexe, la race, la religion et la classe sans généraliser. À partir de là, nous avons identifié une variété de domaines, tels que les droits culturels et patrimoniaux et les questions de genre, que le consortium de partenaires et de parties prenantes souhaite aborder dans la phase suivante du projet. Veuillez nous contacter si vous souhaitez vous joindre à nos activités.

À propos du projet Heritage Contact Zone

Heritage Contact Zone (HCZ) étudie le potentiel des espaces patrimoniaux pour les processus créatifs et le dialogue. HCZ se concentre particulièrement sur le patrimoine controversé, négligé ou marginalisé avec des expositions, des ateliers et une boîte à outils. Il aborde la question de la représentation innovante et inclusive du patrimoine, utilisant ce dernier comme espace de dialogue et rendant le conflit constructif. Cette conférence finale rassemble les résultats du projet.